

Samedi 22 mai 2021

Résumé de l'édition 2021 de la réunion du Bureau Exécutif de CGLU: 18-20 mai 2021

La réunion 2021 du Bureau exécutif de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) a eu lieu en mode virtuel en raison des restrictions de voyage liées à la pandémie de COVID-19 en cours. Tenues sous le thème «Les soins au cœur de la prestation de services locaux pour un rétablissement inclusif», les discussions ont porté sur la façon dont les gouvernements locaux peuvent placer les soins au centre de toutes les activités et redéfinir leur rôle dans les systèmes de santé.

Les participants, y compris des maires, des conseillers et d'autres parties prenantes, ont examiné le projet de charte de Lampedusa, qui vise à faire évoluer le discours parlant de gestion de la migration vers un discours parlant d'approche communautaire de la mobilité humaine. Les discussions se sont concentrées sur les villes jouant un rôle de premier plan dans la protection des droits de l'homme et sur la considération de voies et moyens de détourner le droit d'accorder la citoyenneté des gouvernements nationaux.

Les participants ont également discuté du rôle des collectivités locales dans la coopération au développement, notant une tendance accrue à une collaboration positive avec les donateurs et la nécessité d'accroître la collaboration de ville à ville.

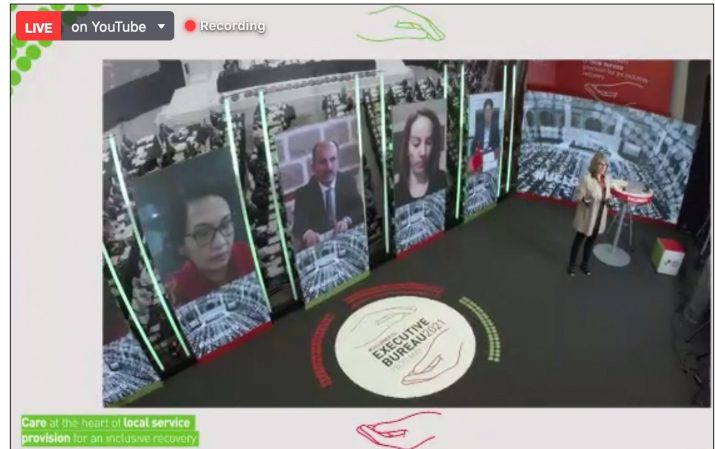
Au cours d'un dialogue de haut niveau, les participants ont partagé leurs expériences en matière de numérisation accélérée des services des gouvernements locaux et régionaux (GLR), en riposte à la pandémie de COVID-19. Les intervenants ont cité nombre d'avantages, ainsi que la nécessité de garantir que la technologie fonctionne pour tout le monde. Les délégués ont souligné la nécessité de ne laisser personne et aucun lieu de côté, à mesure que la numérisation progresse.

Au cours d'une session de haut niveau sur le thème «des populations et des territoires sains menant au bien-être», CGLU a annoncé avoir rejoint la plate-forme multipartite UHC2030, dans le but de parvenir à des systèmes de soins de santé universels aptes à protéger tout le monde. Les participants à la réunion ont applaudi un engagement accru entre les collectivités locales et la communauté de la santé et ont souligné que les soins sanitaires et la santé communautaire sont au cœur du travail des autorités locales et régionales.

La réunion s'est tenue du 18 au 20 mai et a regroupé en mode virtuel plus de 300 maires et conseillers.

Bref historique de CGLU

S'appuyant sur l'héritage du mouvement international centenaire des partenariats municipaux, CGLU a été fondée en 2004 pour s'assurer que les autorités infranationales et régionales et autres autorités locales aient une voix dans les processus internationaux déterminant les programmes de développement durable et de lutte contre le dérèglement climatique. CGLU défend les intérêts des autorités locales sur la scène mondiale



Participants sur l'écran lors du dernier jour de la réunion du Bureau Exécutif de CGLU

et fournit une plateforme pour faire progresser le dialogue, la coopération et le partage des connaissances en vue d'autonomiser les communautés au niveau local.

La structure de gouvernance de CGLU s'articule autour de trois organes: un Bureau Exécutif qui se réunit deux fois par an; un Conseil mondial qui se réunit une fois par an; et une Assemblée générale qui se réunit à l'occasion des Congrès triennaux de CGLU. Depuis 2010, le Congrès est également connu sous le nom de Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux.

CGLU a un Secrétariat Mondial, situé à Barcelone, en Espagne, et sept sections régionales. Le Conseil Mondial de

Dans ce numéro

Bref historique de CGLU	1
Compte-rendu de la réunion	2
Les Sessions thématiques	2
Le Dialogue politique de haut niveau	4
Réunion annuelle du Comité consultatif des Nations Unies sur les autorités locales	6
Réunions à venir	7
Glossaire	7

CGLU peut mandater la création de Conseils Politiques, de Comités, de Groupes de Travail, de Communautés de Pratiques et de Forums pour renforcer la participation et faciliter le réseautage entre les membres de CGLU sur des thèmes particuliers. Les conseils d'orientation offrent aux représentants politiques la possibilité de participer à l'élaboration des politiques et d'exprimer leurs points de vue devant les organes directeurs. Ils présentent un rapport à chaque session du Bureau exécutif. Actuellement, il existe cinq conseils d'orientation:

- Droit à la ville et aux territoires inclusifs;
- Opportunités pour tous, culture et diplomatie des villes: clés du développement durable et de la paix;
- Gouvernance territoriale à plusieurs niveaux et financement durable;
- Des villes plus sûres, résilientes et durables, capables de faire face aux crises; et
- Mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain (NAU)

Congrès fondateur de CGLU: En mai 2004, les maires et les élus municipaux et régionaux se sont réunis à Paris, en France, pour créer CGLU, en vue d'en faire la voix unie et l'avocat mondial de l'autonomie locale démocratique. La déclaration finale du Congrès fondateur a porté sur le développement durable, la décentralisation et la démocratie locale, la coopération et la diplomatie, la santé mondiale et les technologies de l'information.

Deuxième Congrès de CGLU: Au deuxième Congrès de CGLU, tenu en octobre 2007 à Jeju, République de Corée, les participants ont discuté des répercussions de l'urbanisation, de la coopération avec les régions et des défis de la ville de demain. La déclaration finale a énoncé des engagements sur le réchauffement climatique et la protection de l'environnement, sur les droits de l'homme, sur la paix et le développement et sur les objectifs du Millénaire pour le développement. En outre, le Congrès a approuvé un document d'orientation sur la question du financement local.

Troisième Congrès de CGLU: Premier Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux: En novembre 2010, à Mexico, au Mexique, le Congrès s'est réuni pour la première fois en tant que Sommet mondial et a adopté un document intitulé «[La Ville de 2030 – Notre Manifeste](#)». Le Manifeste expose les objectifs communs des dirigeants locaux et leur détermination à rendre le monde urbain meilleur.

Quatrième Congrès de CGLU: Deuxième Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux: Tenu en octobre 2013, à Rabat, au Maroc, le deuxième Sommet mondial a célébré le centenaire du mouvement municipal international et a permis aux participants de débattre et d'échanger des points de vue sur les questions les plus vitales pour les autorités et les partenaires. Le document final du Sommet, [la Déclaration de Rabat](#), a reconnu la nécessité d'aborder les questions de changement, d'innovation et de sociétés justes à travers le renforcement de la gouvernance ascendante sous la direction de Gouvernements locaux et régionaux (GLR) inclusifs.

Cinquième Congrès de CGLU: Troisième Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux: Le troisième Sommet mondial s'est tenu en octobre 2016, à Bogotà, en Colombie, sous le thème «Voix locales pour un monde meilleur». Le Sommet a approuvé le [Programme d'engagement et d'action de Bogotà](#), qui fournit un guide pour les actions des GLR dans le cadre du suivi de la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III). Le guide contient des recommandations portant sur: les contributions infranationales à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et d'autres objectifs mondiaux; la réforme des cadres juridiques, institutionnels et politiques nationaux; et la nécessité de s'assurer de la juste place des GLR autour de la table, au niveau

mondial, en particulier en termes de gouvernance mondiale, de financement international et de coopération décentralisée.

Sixième Congrès de CGLU: Quatrième Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux: Tenu du 11 au 15 novembre 2019, à Durban, en Afrique du Sud, ce sommet a approuvé la Déclaration politique de Durban sur la [Vision de l'avenir de notre mouvement municipal international renouvelé](#). Le Sommet a également approuvé un recueil de recommandations politiques intégrées découlant d'un processus de consultation de six mois mené auprès de diverses parties prenantes, qui offrait des priorités ascendantes spécifiques au continent et à la région.

Édition 2020 de la Réunion du Conseil mondial et du Bureau exécutif de CGLU: Tenu du 12 au 13 novembre 2020, cette réunion s'est déroulée en mode virtuel sous le thème «Le rôle du Mouvement municipal et régional international au temps de la COVID». Les principaux résultats de la réunion ont englobé: la création d'un Fonds de solidarité internationale de CGLU pour le renforcement de la gouvernance locale; la nomination de trois nouveaux conseillers Ubuntu pour contribuer à l'élargissement des contacts avec l'ONU et d'autres parties prenantes; et la création d'un nouveau Conseil d'orientation sur la mise en œuvre du NAU.

Réunion du Conseil d'orientation de CGLU: Tenues du 8 au 12 février 2021, cette réunion s'est déroulée en mode virtuel. Les discussions y ont porté sur: l'utilisation de la pandémie de COVID-19 comme une opportunité de remédier aux goulets d'étranglement dans la gouvernance à plusieurs niveaux et de s'attaquer aux limites de la prestation de services publics mises en évidence par la pandémie; l'implication des collectivités locales dans l'élaboration de plans de relance nationaux, y compris dans les décisions relatives aux investissements à long terme, et, l'élaboration de visions multipartites communes pour l'avenir des villes et pour le continuum urbain-rural.

Compte-rendu de la réunion

Ce compte rendu se concentre sur les sessions thématiques, sur les dialogues politiques de haut niveau et sur la réunion annuelle du Comité consultatif des Nations Unies consacrée aux autorités locales (CCNUAL), convoquée lors de l'édition 2021 de la réunion du Bureau exécutif de CGLU.

Les Sessions thématiques

Un rôle renouvelé des gouvernements locaux et régionaux dans la coopération au développement: vers une nouvelle politique de CGLU: Cette session visait à éclairer sur la manière dont la coopération au développement a évolué au cours de la dernière décennie et à mettre en évidence les principaux défis et obstacles posés à la coopération des autorités locales. Présentant la discussion thématique du mardi 18 mai, Emilia Sáiz, Secrétaire générale de CGLU, a fait part de ses réflexions sur l'importance de la collaboration entre les niveaux locaux. Elle a invité les participants à examiner le rôle de l'autorité locale dans la coopération au développement et les changements requis pour le financement. Stan Abma, VNG International, a modéré le débat.

Selim Yücel Güleç, chef du département des affaires culturelles et sociales, Turquie, a rappelé que l'un des trois piliers de la Décennie d'action des Nations Unies est l'action au niveau local. Elle a souligné que la localisation et la décentralisation sont la «nouvelle réalité» et que les donateurs devraient se concentrer sur la question des prêts concessionnels permettant de s'assurer que les pays peuvent poursuivre les objectifs de développement qui sont les leurs. Güleç a déclaré qu'il restait encore du travail à faire pour s'assurer que l'importance des villes soit reconnue dans le programme de développement mondial.

Pok Sokundara, Secrétaire général, Associations des conseils d'administration infranationaux, Cambodge, a fait part de ses

réflexions sur les principaux projets de développement visant à renforcer les capacités de la collectivité locale au Cambodge.

Mercedes Sánchez Salido, Directrice adjointe de la coopération internationale, Fédération espagnole des municipalités et des provinces (FEMP), a parlé des efforts fournis par l'Espagne pour décentraliser les actions de sensibilisation des autorités locales et régionales, faisant état d'une amélioration de la coopération entre les collectivités locales. Elle a déclaré que la coopération et la solidarité internationales étaient des leviers politiques clés pour la réalisation des ODD. Salido a souligné l'intérêt de la FEMP pour la promotion de partenariats public-privé multi-acteurs au niveau local. Elle a ajouté que malgré la pandémie de COVID-19, les niveaux de l'engagement international ont été maintenus.

Xiaoyan Li, Directeur adjoint du bureau des affaires étrangères, Xi'an, Chine, a souligné l'importance du partage des résultats de l'évolution et de la promotion des expériences locales, ainsi que de la coopération et de la consultation en cours. Li a souligné que la paix et le développement restaient les «principaux thèmes du monde d'aujourd'hui».

Lucy Slack, Secrétaire générale par intérim du Commonwealth Local Government Forum, a fait observer une évolution positive des relations entre les donateurs et les collectivités locales. Elle a indiqué qu'au sein de l'UE, il y a une forte promptitude et une volonté de partenariat avec les collectivités locales. Elle a signalé que le gouvernement britannique est en train de subir une «réduction majeure» des niveaux d'aide au développement. Slack a déclaré que la collectivité locale, agissant en tant qu'entité mondiale, est bien placée pour apporter son expertise et renforcer la coopération Sud-Sud. Elle a souligné la nécessité de garder la collectivité locale sous les projecteurs.

Sáiz a souligné que beaucoup restait à faire pour accroître et favoriser la coopération entre les villes.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont souligné que les collectivités locales ont été à l'avant-garde pour fournir des services de base aux populations locales et pour les aider à survivre à la pandémie de COVID-19, notamment en fournissant des équipements de protection individuelle aux travailleurs municipaux. Un participant a souligné que bien que la réponse à la COVID-19 ait nécessité une «recentralisation» de la part de certains gouvernements, la décentralisation doit rester une priorité et les pays doivent veiller à ne pas revenir à des programmes nationalisés.

Un intervenant a souligné que les villes et les autorités locales sont importantes pour la relance post-pandémique car elles sont des acteurs clés pour «rassembler les populations». Certains ont souligné la nécessité d'une coordination multipartenaire, ainsi que d'une coopération et d'un partage des enseignements tirés entre les villes. S'agissant de la question du financement, les participants ont exposé des voies et moyens d'améliorer l'accès



Xiaoyan Li, directeur adjoint du bureau des affaires étrangères, Xi'an, Chine

des villes au financement des donateurs, tels que: l'amélioration de l'imputabilité envers les donateurs et la fourniture de justificatifs de la manière dont les fonds sont dépensés; le regroupement des projets pour aider à surmonter l'obstacle des transactions au niveau local ou des projets trop petits pour de nombreux donateurs; et l'élaboration de projets recevables pour les institutions de microfinancement.

Les participants ont également souligné le besoin de mesures et d'indicateurs pouvant être utilisés à la fois pour le suivi de l'état d'avancement des ODD et pour fournir des données granulaires qui soutiennent le plaidoyer local.

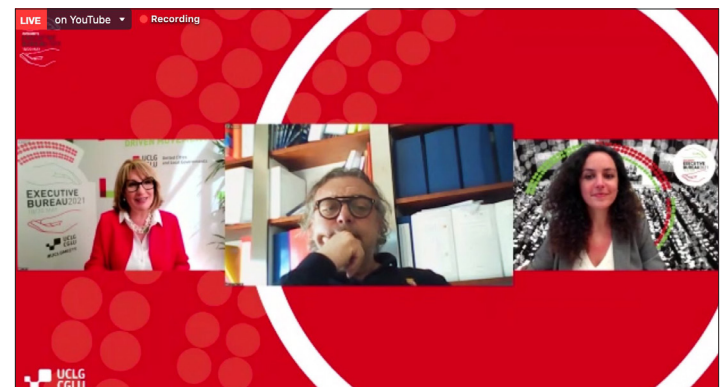
De la gestion des migrations à une approche communautaire de la mobilité humaine: avancée vers la Charte de Lampedusa: Cette session, animée par Fátima Fernandez, Secrétariat mondial de CGLU, s'est tenue mardi. Emilia Sáiz y a expliqué que la session se concentrerait sur le fait de donner aux membres de CGLU l'occasion de discuter de leurs points de vue et de comprendre le nouveau discours portant sur la mobilité humaine, promu par CGLU. Salvatore Martello, maire de Lampedusa, a présenté le projet de texte de la charte de Lampedusa, précisant qu'il s'agissait du respect des droits civils et de citoyenneté pour tous les êtres humains. Il a souligné la nécessité de changer les points de vue et les attitudes «déformés» des gens à l'égard des migrants et de la migration.

Les participants ont visionné une vidéo mettant en exergue le mouvement «municipaliste» et la manière dont il remodèle la notion de citoyenneté au-delà du statut juridique. Il y est indiqué qu'en se concentrant sur les êtres humains, sur la dignité et sur «l'égalité d'accès au droit de migrer», les villes appellent à de nouvelles opportunités, pour les migrants, de contribuer au développement de leurs communautés.

Dans son exposé sur la Charte, Sáiz a mis en relief certaines de ses valeurs et principes fondamentaux, y compris l'impératif de protéger la dignité et l'équité, et reconnaît que les migrants sont des «êtres humains ayant des droits». Elle a souligné que les ODD sont un cadre essentiel pour la gouvernance de la mobilité humaine.

Jean-Luc Moisson, de la Compagnie de théâtre des Moissonneurs des Lilas, a décrit le projet Odyssey, qui offre aux réfugiés une plateforme pour mettre en valeur leur culture. Il a expliqué que ce projet présente la vision des réfugiés de l'Odyssee basée sur leur culture, et les aide à jouer leurs peurs et leurs joies, et à mieux gérer leurs problèmes. Moisson a précisé que le projet vise également à dissiper le racisme et l'intolérance aux réfugiés qui s'étaient répandus en Grèce, et à aider les gens à comprendre la richesse et la diversité des cultures des réfugiés.

Fernandez a invité les participants à discuter de certaines initiatives en cours qui méritent de faire partie de la Charte car elles reflètent bon nombre des valeurs clés de la Charte telles que



De G à D : Emilia Sáiz, Secrétaire générale de CGLU; Salvatore Martello, maire de Lampedusa, Italie; et Fátima Fernández, Secrétariat de CGLU

présentées par Sáiz et à identifier les thèmes essentiels que la Charte devrait contenir. Elle les a exhortés à se concentrer sur la manière dont les membres de CGLU peuvent participer à la démarche à travers le processus de consultation régionale.

Francisco Javier Ayala Ortega, maire de Fuenlabrada, Espagne, a déclaré que sa municipalité considérait la migration plutôt comme une opportunité que comme quelque chose à craindre. Il a parlé de certains projets locaux sur la migration, tels qu'un «catalogue anti-rumeurs», qui s'adresse aux jeunes.

Ibrahim Evrim, Mersin, Turquie, a présenté les objectifs et les priorités du Groupe de travail mondial sur la migration. Il a déclaré que le groupe bénéficie des expériences vécues et stratégies élaborées au niveau local.

Edwin Miño, Directeur exécutif du Consorcio De Gobiernos Autónomos Provinciales Del Ecuador, a suggéré des moyens d'améliorer la mobilité humaine. Il a indiqué que quatre pays d'Amérique du Sud ont proclamé une seule nationalité - la nationalité andine, affirmant qu'il s'agissait là d'un «pas en avant».

Fabiana Goyeneche, Directrice des relations internationales, Montevideo, Uruguay, a souligné que le statut de migrant ne devrait pas être utilisé pour restreindre les droits des personnes, mais plutôt pour être utilisé comme garantie de leurs droits. Elle a appelé à reconnaître les spécificités régionales lors de la représentation des droits des migrants et a souligné la nécessité de défendre ceux qui défendent les droits des migrants.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont fait part de leurs réflexions sur les aspects de la gestion des migrations dans les villes et sur la nécessité de défendre le concept de «villes accueillantes». Les participants ont également discuté de la nécessité de protéger les droits des migrants et des défenseurs des droits humains.

Plusieurs intervenants ont soulevé la question des tensions persistantes entre les politiques nationales et les collectivités locales. Cela a englobé la question du détachement de l'octroi de la citoyenneté des gouvernements nationaux.

De nombreux participants ont fait l'éloge de la Charte de Lampedusa, soulignant qu'elle est «ambitieuse», qu'elle fournirait un cadre d'action collective et qu'elle est fondée sur le respect des droits de l'homme et des citoyens. Plusieurs ont mentionné la nécessité de changer le discours sur la migration et de s'abstenir de «diaboliser» les migrants. Les suggestions comprenaient l'acceptation de couloirs migratoires réglementés, ainsi que l'établissement de liens entre les villes d'où les gens partent et celles dans lesquelles ils arrivent, afin de promouvoir une coopération continue de ville à ville.

Les participants ont convenu de poursuivre la consultation sur la Charte, au niveau régional, dans le but de la présenter pour adoption au Conseil mondial de CGLU, prévu en novembre 2021.



Ibrahim Evrim, Mersin, Turquie

Le Dialogue politique de haut niveau

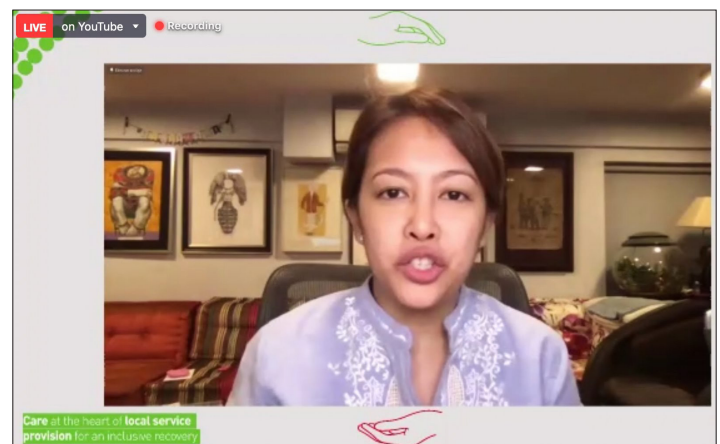
Ouverture: Numérisation inclusive: présent et futur de la fourniture de services: Cette session s'est tenue mercredi et visait à mettre en évidence les efforts essentiels que les GLR peuvent entreprendre pour garantir que la technologie fonctionne pour les êtres humains et pour la planète durant les répercussions de la COVID-19. Emilia Sáiz a modéré la session.

Jan Van Zanen, maire de La Haye, Pays-Bas, et Coprésident de CGLU, a déclaré que la technologie était essentielle pendant la pandémie de COVID-19 et a aidé la ville à poursuivre des travaux essentiels tels que l'éducation et la productivité de la main-d'œuvre. Il a souligné la nécessité d'envisager maintenant la numérisation à long terme, soulignant le rôle des autorités locales à cet égard. Van Zanen a précisé que l'objectif était de faire en sorte que la technologie n'aggrave pas les inégalités, mais qu'elle contribue, au contraire, à renforcer la démocratie, à améliorer la qualité de vie, à réduire l'utilisation des ressources naturelles et à favoriser le développement du potentiel des citoyens.

Abigail Binay, maire de Makati, Philippines, a décrit la transformation numérique en un Makati intelligent qui a commencé environ trois ans avant la pandémie de COVID-19 et qui a englobé un partenariat avec des leaders de l'industrie informatique pour lancer trois initiatives: la carte Makatizen, l'application Makatizen et le système Wi-Fi public Makati. Elle a expliqué comment ces initiatives ont été utilisées pour répondre à la pandémie. Par exemple, la carte Makatizen était utile pour la distribution, sans contact, d'espèces aux résidents touchés. L'application Makatizen, a-t-elle indiqué, a considérablement amélioré la réactivité de la ville aux situations d'urgence.

Noraini Roslan, maire de Subang Jaya, Malaisie, a expliqué que, durant la pandémie de COVID-19, le soutien s'est concentré sur deux groupes particuliers: les écoliers pauvres dont les parents ne pouvaient pas se permettre les équipements digitaux et les données dont les enfants ont besoin pour la scolarisation en ligne; et les petits commerçants dont les moyens de subsistance ont été affectés par les restrictions de mouvement. Roslan a décrit certaines mesures prises pour soutenir ces groupes, notamment en travaillant avec les services publics et le gouvernement de l'État pour leur fournir outils, soutien et formation.

Christian Specht, premier adjoint au maire de Mannheim, Allemagne, a souligné que la réponse des villes à la pandémie de COVID-19 a montré leurs forces dans le domaine numérique, mais a également révélé certaines faiblesses auxquelles elles devaient remédier. Il a identifié l'accès inadéquat à Internet comme l'une de ces faiblesses, qu'elles ont remédié en garantissant une connectivité à haut débit dans les zones mal desservies et les zones périphériques. Specht a également décrit



Abigail Binay, maire de Makati, Philippines

d'autres mesures telles que l'amélioration de l'accès aux chiffres actualisés de la COVID-19 par les résidents malvoyants.

Pudence Rubingisa, maire de Kigali, Rwanda, a souligné que la numérisation est un outil efficace pour améliorer la gouvernance, augmentant l'imputabilité et la transparence et en aidant, par voie de conséquence, à lutter contre la corruption. Oihana Agirregoitia, conseillère municipale pour les services aux citoyens, la participation et les affaires internationales, parlant au nom du maire de Bilbao, Espagne, a souligné la nécessité d'évoluer vers une société de l'information inclusive.

Eugène Mba, maire de Libreville, Gabon, a expliqué que la COVID-19 a forcé une numérisation accélérée à Libreville pour répondre aux besoins des procédures administratives et des personnes ayant besoin d'accéder aux informations et aux services directement depuis leur domicile. Mba a souligné le besoin d'accessibilité et a attiré l'attention sur l'accent mis par Libreville sur l'installation de centres d'accès à Internet dans divers quartiers.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont fait part de leurs réflexions sur la nécessité de ne laisser personne et aucun lieu de côté à mesure que la numérisation progresse. Ils ont également souligné la nécessité d'envisager une « symbiose » entre les zones urbaines et les zones rurales. Les participants ont échangé aussi des réflexions sur une structure ou un modèle de maturité numérique, pour leurs propres autorités locales ou régionales, qui peut fournir une base de référence pour comprendre l'état actuel de la numérisation, et le processus et les domaines prioritaires pour aller de l'avant. Dans leurs interventions, certains ont attiré l'attention sur le facteur contraignant de l'accessibilité financière qui, en fin de compte, détermine les progrès à réaliser. Plusieurs ont suggéré d'améliorer la collaboration avec le secteur privé pour faire face à cette contrainte.

Des personnes et des territoires en bonne santé au cœur de notre bien-être: Cette session s'est tenue jeudi, modérée par Emilia Sáiz. Partageant leurs expériences, les participants ont souligné les efforts essentiels que les GLR ont entrepris pour protéger les communautés durant la pandémie de COVID-19. Rassemblant des représentants des communautés de santé et des décideurs, le Dialogue a examiné la manière dont la riposte à la pandémie façonne l'avenir des systèmes de santé et des méthodes pour impliquer les communautés dans les décisions qui les garderont en sécurité, en bonne santé et engagées au sein de leurs villes.

Uğur İbrahim Altay, maire de Konya, Turquie, et Coprésident de CGLU, a annoncé que CGLU avait rejoint la plateforme multipartite UHC2030, dans le but de renforcer la relation entre les mouvements municipaux et sanitaires et de parvenir à des systèmes de soins de santé universels qui protègent tout le monde. Précisant que le Dialogue se tient à l'occasion de la Journée mondiale de l'accessibilité (20 mai), Altay a souligné que les inégalités qui affectent les communautés ne peuvent être ignorées et que « nous devons nous rappeler que nous ne sommes résilients qu'autant que le sont les plus vulnérables ».

Stella Chungong, Directrice, Préparation à la sécurité sanitaire, Organisation mondiale de la Santé (OMS), a présenté les principaux messages du Groupe de travail sur l'état de préparation urbaine, qui comprenaient des contributions des autorités locales et régionales pour renforcer l'état de préparation des villes. Ces contributions comprenaient la nécessité de faire de la préparation urbaine une priorité pour un financement adéquat et la participation de la communauté. Elle a souligné également qu'il existe de nombreuses opportunités à saisir dans la dynamique actuelle et pour reconstruire en mieux.

Suharti Sutar, sous-gouverneur de Jakarta pour le contrôle démographique et les établissements humains, Indonésie, a



Uğur İbrahim Altay, maire de Konya, Turquie, et Co-président de CGLU

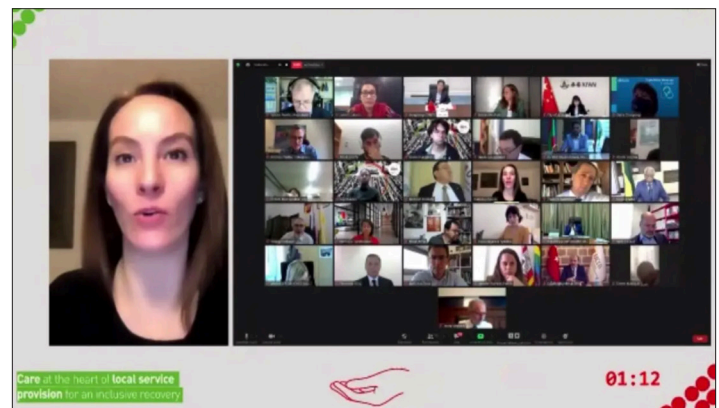
partagé ses expériences liées à l'adoption d'une approche communautaire de la vaccination. Elle a indiqué que Jakarta a utilisé des centres commerciaux, des stades sportifs et des écoles pour parvenir à un déploiement massif de vaccins.

Gabriela Cuevas Barron, Coprésidente de l'UHC2030, a souhaité à CGLU la bienvenue au sein du mouvement UHC2030. Elle a souligné que la participation des dirigeants locaux est impérative pour rendre les systèmes de santé universels. Cuevas Barron a souligné que les systèmes centrés sur l'être humain et fondés sur les droits sont les mieux adaptés pour répondre aux flambées de maladies. Elle a souligné la nécessité d'appliquer une perspective de genre à tous les aspects de ce travail. Appelant à se concentrer sur la réduction des vulnérabilités, elle a déclaré que la vulnérabilité ne devrait pas définir les individus.

Sami Kanaan, maire de Genève, Suisse, a souligné que la crise de la COVID-19 a montré notre vulnérabilité collective. Il a précisé que les villes sont en première ligne de la pandémie, chargées de faire appliquer les mesures restrictives appliquées par le gouvernement national. Kanaan a déclaré qu'à Genève cela impliquait de faire face aux tensions sociales, aux inégalités et à l'isolement.

Fernando Gray, maire d'Esteban Echeverría, Argentine, a souligné que la pandémie a non seulement mis en lumière les inégalités existantes, mais les a également aggravées. Il a déclaré que la COVID-19 a également montré l'importance de la solidarité et de la coopération, soulignant que « personne ne peut survivre seul ». Gray a appelé à des mécanismes permettant d'assurer une distribution égalitaire des vaccins.

Jiang Jiang Chunmei, secrétaire général de l'Association chinoise pour l'amitié avec les pays étrangers, a décrit certaines actions locales entreprises en Chine pour répondre à la pandémie, telles que l'approvisionnement continu des résidents en



Gabriela Cuevas Barron, coprésidente de l'UHC2030

produits de première nécessité et en médicaments, avec l'aide de volontaires. Il a également indiqué que la Chine utilisait les méga-données et l'intelligence artificielle pour répondre à la pandémie, par exemple, pour suivre les contacts étroits à des fins de mise en quarantaine.

Ernest Maragall, Vice-président des relations internationales et de la coopération, Zone métropolitaine de Barcelone, a souligné la nécessité de comprendre la pandémie non seulement du point de vue de la science, mais aussi de la civilisation, en se concentrant, par exemple, sur sa relation avec le dérèglement climatique et avec les modes de production. Il a souligné que les villes doivent participer à la prise de décision au lieu de servir d'arrière-plan aux décisions des États et des grandes entreprises.

Susan Henshall, PDG de City Cancer Challenge, a indiqué que si la portée et l'ambition des ODD sont d'ordre mondial, leur mise en œuvre a lieu au niveau local. Elle a déclaré que son organisation soutenait les villes dans leurs efforts pour accélérer les progrès afin de fournir des soins de qualité contre le cancer à travers la collaboration et la co-création. Henshall a suggéré que les enseignements tirés du travail de son organisation sur le cancer soient reproduits pour renforcer et consolider la résilience des systèmes de santé dans leur ensemble.

Vytenis Povilas Andriukaitis, Envoyé spécial de l'OMS pour la région européenne, a déclaré que les collectivités locales ont travaillé dur pendant la pandémie, par exemple, en fournissant des équipements de protection individuelle et en mobilisant des volontaires pour la livraison de nourriture. Il a indiqué que la résilience des systèmes de santé dépend fortement des autorités locales. Andriukaitis a également appelé à l'envoi, au G20, d'un message fort sur la nécessité d'un traité de pandémie mondiale qui impliquerait les autorités locales.

Au cours du débat, les participants ont souligné que dans certaines régions, les citoyens hésitent à se faire vacciner, en raison de rumeurs et de mensonges diffusés sur les réseaux sociaux. Ils ont appelé à une sensibilisation continue sur la pandémie et sur les vaccins. Un participant a appelé à la réactivation des Réseaux de Villes Saines.

Plusieurs intervenants ont souligné que la pandémie a montré des inégalités «énormes» et ont appelé toutes les autorités locales à coopérer et à collaborer. Parlant de la possibilité de futures pandémies, les participants ont également appelé les villes à travailler ensemble pour apporter une réponse rapide aux futures situations d'urgence.

Réunion annuelle du Comité consultatif des Nations Unies sur les autorités locales

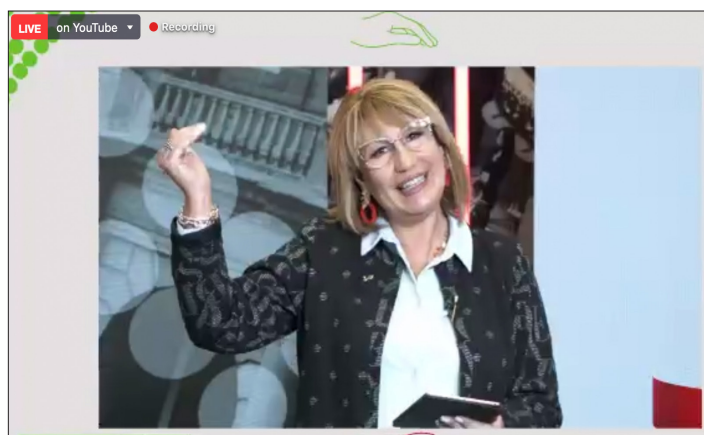
Mercredi, le CCNUAL a tenu sa réunion annuelle, axée sur les actions concernant les contributions de la circonscription à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la mise en œuvre du Nouvel agenda urbain (NAU), qui devait se tenir en avril 2022. Les discussions ont porté sur le plaidoyer et les activités de sensibilisation liées à la mise en œuvre du NAU. Ilsur Metshin, maire de Kazan, Fédération de Russie, et Co-président du CCNUAL a modéré la session.

Emilia Sáiz a souhaité la bienvenue aux participants.

La Directrice exécutive d'ONU-Habitat, Maimunah Mohd Sharif, a souligné l'importance du CCNUAL en tant que vecteur de changement, de collaboration et de coordination. Elle a précisé que le CCNUAL est la seule collaboration formellement mandatée entre le système des Nations Unies et les autorités locales.

Metshin a expliqué que le NAU fournit un programme puissant pour le changement, et a souligné la nécessité d'œuvrer pour des villes justes, inclusives et durables.

Atishi Marlana, membre de l'Assemblée législative, Territoire de la capitale nationale de Delhi, Inde, et Vice-président du CCNUAL, a souligné que la stratégie du CCNUAL doit être mise



Emilia Sáiz, Secrétaire générale de CGLU

à jour pour lutter contre la COVID-19 et se concentrer sur le développement résilient.

Mohd Sharif a attiré l'attention sur la dynamique croissante des évaluations locales volontaires. Elle a déclaré qu'un certain nombre d'entre elles seront présentées au Forum urbain mondial, qui doit se tenir à Katowice, Pologne, en juin 2022. Elle a informé les participants que le Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) en 2022 examinera probablement l'ODD 11 (villes et communautés durables), plaçant le développement local au cœur du débat international. Mohd Sharif a également mis en exergue les travaux en cours pour l'élaboration d'un cadre mondial de suivi urbain, destiné à aider les villes à suivre les avancées en matière de développement.

Carlos Martínez, maire de Soria, Espagne, et envoyé de la présidence de CGLU sur le NAU, a souligné que l'autorité locale devrait être reconnue dans le système des Nations Unies, non pas comme une ONG, mais comme une sphère de gouvernement à part entière, en indiquant la possibilité d'obtenir le statut d'observateur.

Mpho Mmachakga Moruakgomo, Président du Forum des collectivités locales du Commonwealth, a souligné l'importance d'aborder le développement durable dans les villes, et a déclaré que les villes doivent répondre efficacement aux besoins de leurs résidents. Il a indiqué que les villes et les autorités locales ont besoin de capacités et de ressources pour s'acquitter de leurs mandats, qui doivent être au cœur de l'urbanisation durable.

Lors des discussions ultérieures, les participants ont souligné la nécessité d'assurer la mise en œuvre du NAU au cours des prochaines années, soulignant son rôle dans l'accélération de la



Maimunah Mohd Sharif, Directrice exécutive d'ONU-Habitat



Ilsur Metshin, maire de Kazan, Fédération de Russie, et Co-président du CCNUAL

mise en œuvre des ODD. Un participant a expliqué la manière dont l'UE met en œuvre le NAU, notamment en encourageant le dialogue entre les niveaux national et local. Un autre a appelé à des stratégies régionales pour la mise en œuvre des ODD et du NAU, signalant que de nombreux pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord n'ont entrepris aucune planification à cet égard.

Les participants ont observé que collectivement, les autorités locales sont de plus en plus unies et que leurs voix sont de plus en plus fortes. Soulignant le rôle du CCNUAL en veillant à ce que «la lumière des autorités locales brille», un participant a appelé à «un siège plus permanent» pour le Comité à l'ONU. Plusieurs intervenants ont appelé les gouvernements nationaux à veiller à ce que les villes disposent des ressources nécessaires pour relever les défis auxquels elles sont confrontées, mettant en exergue leur rôle dans l'amélioration de la vie et la prospérité de leurs habitants.

Soulignant que 80% des personnes confrontées à l'extrême pauvreté vivent dans des zones rurales, les participants ont également souligné la nécessité d'envisager d'urgence le développement rural. Ils ont appelé les autorités urbaines et rurales à travailler ensemble pour répondre aux besoins de leurs communautés.

Réunions à venir

5^{ème} Forum mondial du développement économique local:

La réunion abordera trois axes thématiques: le territoire comme base de l'innovation sociale, économique et environnementale; des modes économiques et de production territoriaux pour lutter contre les inégalités; et l'avenir du travail et le travail du futur dans une perspective territoriale. Hébergé par Córdoba, Argentine, le Forum fournira une plate-forme pour échanger des idées sur ces questions et aborder la manière de localiser le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

dates: 26 mai au 1^{er} juin 2021 **lieu:** en ligne **www:** <https://ledworldforum.org/en/>

Sommet mondial des villes: Initialement prévu pour 2020, la réunion se tiendra sous le thème «Villes vivables et durables: s'adapter à un monde perturbé». Le sommet devrait aborder les

voies et moyens par lesquels les villes peuvent s'adapter aux défis croissants posés par le dérèglement climatique, les changements sociaux et les nouvelles technologies. Les temps forts du sommet comprendront le prix Lee Kuan Yew de la ville mondiale, le Forum des maires du Forum mondial des villes et City Solutions Singapore. **dates:** 21-23 juin 2021 **lieu:** en ligne **www:** <https://www.worldcitiessummit.com.sg/>

FPHN 2021: La neuvième session du FPHN se déroulera sur huit jours en juillet 2021 sous le thème «Relance durable et résiliente de la pandémie de COVID-19, qui promeut les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable: Construire une voie inclusive efficace pour la réalisation du Programme 2030 dans le contexte de la décennie d'action et de réalisation du développement durable.» **dates:** 6-15 juillet 2021 **lieu:** en ligne **www:** <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf/2021>

Édition 2021 du Sommet de la culture de CGLU: Le Sommet de la culture de CGLU se tient en réponse à la reconnaissance croissante de l'importance de la culture dans le développement local. Il fournira aux parties prenantes une plate-forme pour discuter de la position actuelle de la culture dans l'agenda mondial et pour envoyer un message fort affirmant que la culture fait partie intégrante des villes durables. **dates:** 9-11 septembre 2021 **lieu:** Izmir, Turquie **www:** <http://www.agenda21culture.net/summit/uclg-culture-summit-2021>

Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la mise en œuvre du NAU: Il a été annoncé que cette réunion se tiendra en avril 2022. **dates:** avril 2022 (à déterminer) **lieu:** New York, États-Unis **www:** (à déterminer)

Onzième session du Forum urbain mondial (FUM11): Le FUM11 se tiendra sous le thème «Transformer nos villes pour un meilleur avenir urbain». Le Forum mettra en évidence: un état de préparation éclairée qui offre la possibilité d'anticiper le changement; correction du plan d'action si nécessaire; et la nécessité d'apprendre à mieux connaître les différentes possibilités qu'offre l'avenir des villes. Le Forum vise à montrer comment la politique, les stratégies et les actions peuvent promouvoir des futurs souhaitables. **dates:** 26-30 juin 2022 **lieu:** Katowice, Pologne **www:** <https://wuf11.katowice.eu/>

Pour d'autres réunions, consulter <https://sdg.iisd.org/>

Glossaire

CCNUAL	Comité consultatif des Nations Unies sur les autorités locales
CGLU	Cités et gouvernements locaux unis
FPHN	Forum politique de haut niveau sur le développement durable
GLR	Gouvernements locaux et régionaux
NAU	Nouvel agenda urbain
ODD	Objectif de développement durable